



**PRÉFET
DU VAL-
DE-MARNE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Direction de la coordination des politiques
publiques et de l'appui territorial
Bureau de l'environnement et des procédures d'utilité publique

DOSSIER N° : 94 21 424 - 2011 0397
COMMUNE : CHENNEVIERES-SUR-MARNE

ARRÊTÉ n°2021/ 1514 du 3 mai 2021

portant mise en demeure au titre des installations classées
pour la protection de l'environnement (ICPE)
Société ACTIV AUTO située 102, route de la Libération à CHENNEVIERES-SUR-MARNE

La Préfète du Val-de-Marne
Chevalier de la légion d'honneur
Officier de l'ordre national du mérite

VU le code de l'environnement, et notamment les articles L. 171-6, L. 171-8, L. 172-1, L. 511-1 et L. 514-5 ;

VU l'arrêté ministériel du 26 novembre 2012 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2712-1 (installation d'entreposage, dépollution, démontage ou découpage de véhicules terrestres hors d'usage) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

VU l'arrêté préfectoral d'autorisation n° 93/514 du 1er février 1993 autorisant la société BOURDON à exploiter un chantier de récupération de pièces détachées ;

VU le récépissé du 29 juin 1998 actant le changement d'exploitant au bénéfice de la société ACTIV AUTO ;

VU l'arrêté préfectoral n°2019/0005 du 3 janvier 2019 portant renouvellement d'agrément d'exploitation d'une installation de dépollution et démontage de véhicules hors d'usage au bénéfice de la société ACTIV AUTO sise à CHENNEVIERES-SUR-MARNE 102, route de la Libération ;

VU l'arrêté préfectoral n°2021/659 du 1er mars 2021 portant délégation de signature à Monsieur Bachir BAKHTI, Sous-préfet de Nogent-sur-Marne ;

VU le rapport de l'inspection des installations classées en date du 11 mars 2021 suite à la visite du 25 janvier 2021 ;

VU la transmission du rapport susvisé à l'exploitant par courrier du 23 mars 2021 et l'informant de la possibilité de présenter ses observations sous un délai de 15 jours ;

VU l'absence de réponse de l'exploitant à la transmission du rapport susvisé ;

CONSIDERANT que l'inspection des installations classées a constaté le 25 janvier 2021 que l'exploitant ne respectait pas les dispositions des articles 19, 20, 25 V et 41 III de l'arrêté ministériel du 26 novembre 2012 modifié, relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2712-1 (installation d'entreposage, dépollution, démontage ou découpage de véhicules terrestres hors d'usage) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

CONSIDERANT que ces écarts réglementaires concernent :

- Non conformité 1 : le système de détection des fumées dans les locaux techniques (article 19 de l'arrêté ministériel du 26 novembre 2012 modifié) ;
- Non conformité 2 : le plan des locaux et la desserte du site par les poteaux d'incendie (article 20 de l'arrêté ministériel du 26 novembre 2012 modifié) ;
- Non conformité 3 : le système de confinement du site aux eaux et écoulements susceptibles d'être pollués (article 25 V de l'arrêté ministériel du 26 novembre 2012 modifié) ;
- Non conformité 4 : les conditions d'entreposage des pièces issues de la dépollution des véhicules terrestres hors d'usage (article 41 III de l'arrêté ministériel du 26 novembre 2012 modifié) ;

CONSIDERANT que ces constats constituent des manquements aux conditions d'exploitation imposées par l'arrêté ministériel susvisé ;

CONSIDERANT que les installations peuvent présenter de graves dangers ou inconvénients pour les intérêts visés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement ;

CONSIDERANT que face à ces manquements, il convient de faire application des dispositions de l'article L. 171-8-I du code de l'environnement afin d'assurer la protection des intérêts visés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement ;

CONSIDERANT qu'il y a lieu conformément à l'article L. 171-8 du code de l'environnement de mettre en demeure la société ACTIV AUTO de respecter les prescriptions applicables aux installations en vertu du présent code,

SUR la proposition de la Secrétaire générale de la préfecture du Val-de-Marne ;

ARRÊTE

ARTICLE 1^{er} : OBJET ET DUREE DE LA MISE EN DEMEURE

La société ACTIV AUTO sise au 102, route de la Libération à CHENNEVIERES-SUR-MARNE, est mise en demeure de respecter **dans un délai de 6 mois**, les dispositions suivantes de l'arrêté ministériel du 26 novembre 2012 modifié, relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2712-1 (installation d'entreposage, dépollution, démontage ou découpage de véhicules terrestres hors d'usage) de la nomenclature des ICPE :

- article 19 (Non Conformité 1 : le système de détection des fumées dans les locaux techniques),
- article 20 (Non Conformité 2 : le plan des locaux et la desserte du site par les poteaux d'incendie),

- article 25 V (Non Conformité 3 : le système de confinement du site aux eaux et écoulements susceptibles d'être pollués)
- article 41 III (Non Conformité 4 : les conditions d'entreposage des pièces issus de la dépollution des véhicules terrestres hors d'usage).

ARTICLE 2 : SANCTIONS

Dans le cas où l'une des obligations prévues à l'article 1 ne serait pas satisfaite dans le délai prévu au même article, et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il pourra être pris à l'encontre de l'exploitant, les sanctions prévues à l'article L. 171-8-II du code de l'environnement.

ARTICLE 3 : DELAIS ET VOIES DE RECOURS

La présente décision, soumise à un contentieux de pleine juridiction en application des articles L. 514-6 et R. 514-3-1 du code de l'environnement, peut être déférée au Tribunal administratif de Melun, dans un délai de deux mois à compter de la date de sa notification ou de sa publication.

La présente décision peut faire l'objet de recours administratifs, dans le délai de deux mois ;

- recours gracieux auprès du Préfet du Val-de-Marne, 21-29 avenue du Général de Gaulle, 94038 Créteil Cedex ;
- recours hiérarchique auprès du Ministre de la transition écologique et solidaire, 246 boulevard Saint-Germain, 75007 Paris.

L'exercice d'un recours administratif proroge de deux mois les délais de recours contentieux mentionnés ci-dessus.

ARTICLE 4 : EXECUTION

La Secrétaire générale de la préfecture du Val-de-Marne, Monsieur le Maire de CHENNEVIERES-SUR-MARNE, le Directeur régional et interdépartemental de l'Environnement, de l'Aménagement et des Transports d'Ile-de-France sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à la société ACTIV AUTO et mis en ligne sur le site internet national de l'inspection des installations classées.

Pour la Préfète et par délégation,
Le sous-préfet de Nogent-sur-Marne,



Bachir BAKHTI

